

Brochure n° 3234

Convention collective régionale

IDCC : 1391. – **MANUTENTION ET NETTOYAGE
SUR LES AÉROPORTS
(Région parisienne)**

AVENANT N° 41 DU 16 AVRIL 2009
RELATIF À L'APPLICATION DE L'ARTICLE L. 1111-2 (2°)
DU CODE DU TRAVAIL
NOR : *ASET0950667M*
IDCC : 1391

PRÉAMBULE

Les entreprises de l'industrie de la manutention et du nettoyage sur les aéroports relevant de la présente convention collective exercent leur activité principale dans les infrastructures aéroportuaires et sur les aéronefs.

Cette activité nécessite donc l'installation de structures dédiées et de chantiers de travaux dans les infrastructures susvisées.

Compte tenu de la nature même des travaux confiés aux entreprises de manutention et de nettoyage sur les aéroports, les structures d'exercice, les chantiers ou les aéronefs sont installés sur les plates-formes aéroportuaires au plus près des installations et de l'organisation physique des entreprises clientes, dans un souci évident d'efficacité et de non-perturbation du service de transport aérien de voyageurs ou de fret.

Ces structures, chantiers ou aéronefs se trouvent donc généralement situés dans l'emprise des entreprises clientes (ADP ou compagnies aériennes le plus souvent), mais leur organisation est physiquement distinguée de celle de l'entreprise cliente.

Ce constat, fondé sur l'observation des conditions d'exploitation et de l'organisation de l'activité des entreprises de la branche, a conduit les partenaires sociaux à conclure que les salariés travaillant sur les structures, chan-

tiers ou aéronefs ne doivent pas être considérés comme étant mis à disposition des entreprises clientes, en particulier pour l'application de la législation sur les élections professionnelles.

Constatant les évolutions législatives sur ce thème depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 qui a complété les termes de l'article L. 1111-2 (2°) du code du travail, les parties signataires précisent par le présent accord les critères permettant de vérifier si les salariés des entreprises de manutention ou de nettoyage travaillant dans les aéroports de la région parisienne doivent ou non être considérés comme étant mis à disposition de l'entreprise cliente.

Il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Cadre juridique et objet du présent accord

Le présent accord est conclu pour l'application de l'article L. 1111-2 (2°) du code du travail, dont il précise les critères d'appréciation de la notion d'intégration étroite à la communauté de travail de l'entreprise cliente, pour les salariés des entreprises de manutention ou de nettoyage sur les aéroports exerçant leur activité dans les aéroports de la région parisienne ouverts au public.

Si les critères de l'intégration permanente à la communauté de travail sont définis précisément par le texte légal précité, aucune précision n'est donnée par la loi sur la notion d'intégration étroite à la communauté de travail, la seule mention de la présence dans les locaux de l'entreprise utilisatrice étant insuffisante pour appliquer effectivement cette notion au cas particulier des activités de manutention et de nettoyage exercées à l'intérieur des structures aéroportuaires.

Article 2

Conditions d'application de la notion de salariés mis à disposition

Compte tenu des particularités de l'activité de manutention et de nettoyage sur les aéroports et en particulier de l'organisation des structures d'activité, de chantiers ou d'aéronefs et des relations avec les entreprises clientes, les salariés affectés sur ces chantiers ne sont pas mis à disposition des entreprises clientes (qui ne sont pas des entreprises utilisatrices) au sens de l'article L. 1111-2 (2°) du code du travail.

Les critères d'organisation des chantiers de manutention et de nettoyage sur les aéroports qui fondent cette appréciation sont les suivants :

a) L'entreprise de manutention ou de nettoyage sur les aéroports exerce son activité dans des locaux dédiés ou dans un périmètre réservé à cette activité, même s'il se situe dans l'emprise du client, ou dans les aéronefs lui appartenant. S'agissant des travaux de nettoyage des aéronefs, l'accès aux aéronefs est en règle générale réservé à l'entreprise désignée pendant la durée de ces travaux.

b) L'entreprise de manutention ou de nettoyage sur les aéroports se voit en règle générale mettre à disposition des locaux pour exercer son activité et y installer ses structures et au moins une partie de son personnel (locaux

administratifs, salles de repos, vestiaires, locaux des représentants du personnel, etc.). L'entreprise est tenue d'assurer un certain nombre de diligences pour la conservation du bien en l'état et sa restitution à terme.

c) L'organisation des activités de l'entreprise de manutention et de nettoyage sur les aéroports est conçue pour éviter une interaction avec les salariés de l'entreprise cliente ou d'autres entreprises. L'intervention de salariés ou de prestataires de l'entreprise cliente pour assurer un contrôle qualité des travaux effectués par l'entreprise de manutention et de nettoyage sur les aéroports ne constitue pas à cet égard une interaction.

d) Enfin, les structures et chantiers peuvent constituer des établissements de l'entreprise de manutention ou de nettoyage sur les aéroports et compter, outre une hiérarchie spécifique et des locaux, des moyens en matériel particuliers et un personnel affecté en permanence ainsi que des représentants du personnel qui leur sont propres.

Les salariés affectés aux chantiers ne sont pas considérés comme mis à disposition, si deux de ces critères au moins sont remplis dont le critère c.

Article 3

Suivi de l'application de l'accord

Les parties signataires conviennent, au regard de l'importance du sujet, que la commission paritaire de la branche sera informée dans le cadre du rapport de branche qui lui est présenté tous les ans, et notamment dès 2010, pour examiner le bilan de l'application de ce texte.

Article 4

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur à compter du premier jour suivant son dépôt.

Article 5

Dépôt de l'accord

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt par le syndicat des auxiliaires de la manutention et de l'entretien pour le rail et l'air auprès du ministère du travail, des relations sociales, de la solidarité, de la famille et de la ville, direction générale du travail, dans les conditions fixées par les articles L. 2231-5 et suivants et D. 2231-1 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 16 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat des auxiliaires de la manutention et de l'entretien pour le rail et pour l'air.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des ports et docks CGT ;

Syndicat de la manutention et travaux connexes aéroportuaire de
Paris et de la région parisienne CGT ;
Fédération de l'équipement, des transports et des services FO ;
Fédération générale des transports (STAAAP) CFTC ;
Syndicat national des activités du transport et du transit, fédération
nationale CFE-CGC transports.